

Le pouvoir Aux travailleurs

14 OCTOBRE 2007

N° 137

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- AUDIENCES FORAINES : LA POPULATION PRISE EN OTAGE PAR LES AMBITIONS POLITIENNES	2
- LES PREOCCUPATIONS DE GBAGBO ET CELLES DES GRANDES PUISSANCES	3
- QUAND LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE CHERCHE A DISSIMULER LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT	3 - 4
- DIFFICILE RENTREE SCOLAIRE POUR LES ENFANTS DES QUARTIERS POPULAIRES	5
- ELECTION 2008, LES EMPOIGNADES ONT DEJA COMMENCE ..	6
- 3,2 MILLIARDS POUR REHABILITER LE LYCEE BLAISE PASCAL ET RIEN POUR LES LYCEES PUBLICS DELABRES	6
- LES PLEURNICHERIES D'UN « PATRIOTE » DECU !	7
- CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI PRODUISENT LES RICHESSES MAIS ILS VIVENT DANS LA MISERE	8
- LES PRATIQUES ABUSIVES DE LA SOTACI	9
- BURKINA FASSO : IL Y A 20 ANS THOMAS SANKARA TOMBAIT SOUS LES BALLES DES MILITAIRES	10 - 11
- IL Y A 90 ANS LA REVOLUTION RUSSE EBRANLAIT LE MONDE..	11 - 13

**AUDIENCES FORAINES :
LA POPULATION PRISE EN OTAGE PAR LES AMBITIONS POLITIENNES**

Après leur lancement officiel le 25 septembre, les audiences foraines devraient s'étendre normalement sur toute l'étendue du pays, une semaine après. Cette opération prévue pour durer au maximum trois mois, est sensée permettre aux millions de personnes sans papiers, d'en avoir. Mais depuis son démarrage, l'opération n'a toujours pas débuté à cause des volte-face des politiciens.

Aujourd'hui le défaut de présentation de papiers d'identité expose une frange de la population aux rackets et autres brimades des hommes en treillis. Au cours d'un voyage à l'intérieur du pays ou en quittant le boulot, de nombreuses personnes sont rackettées dans les « corridors » ou au coin de la rue. Les victimes sont souvent dépouillées de tout ce qu'elles ont sur elles comme biens : montre, téléphone cellulaire, bijoux et argent liquide. Et maintenant il y a des cellules de prison dans ces corridors où ces hommes véreux en treillis emprisonnent leurs victimes avant de les dépouiller. Selon la presse, même le président de la Chambre des industries s'en est ému. Faire un voyage aujourd'hui à l'intérieur du même pays est devenu un parcours de combattant. Malgré l'appel à un retour à la paix, les exactions sont toujours les mêmes à chaque point de contrôle. Mais il n'y a pas que les rackets et autres brimades des hommes en treillis. La majorité de la population est dans l'impossibilité aujourd'hui de se faire établir un papier administratif, faute de pièce d'identité.

Rappelons que depuis 1999, date à laquelle une bonne partie de la population a été traitée « d'Ivoirien de circonstance » (souvent les personnes originaires du nord), ces derniers se sont vu retirer leurs papiers d'identité sans autre forme de procès. Ensuite, après le coup d'Etat, l'établissement et même la distribution des pièces déjà confectionnées ont été suspendus. C'est tout ce monde estimé à plus de deux millions de personnes qui se trouve pris en otage par les politiciens. Hier, au temps de Bany, c'était le Fpi qui, officiellement refusait la tenue des audiences foraines. Aujourd'hui, c'est ce parti épaulé par le ministre de l'Intérieur. Ce dernier refuse la tenue de l'opération sous prétexte qu'il faut d'abord un redéploiement définitif de l'administration, alors qu'il sait bien que cela est impossible dans la situation actuelle. Mais ce qui posera le plus de problème à l'avenir est le chiffre exact de personnes sans papier à « identifier ». Actuellement le président du Fpi proclame haut et fort qu'il n'y a qu'une centaine de milliers de personnes alors que les chiffres officiels parlent de millions de personnes. Cela laisse présager le futur point de blocage de l'opération. Il faut ajouter à tout cela les nombreuses revendications de chaque corps d'administration. Les fonctionnaires concernés réclament un supplément de paye. Leur hiérarchie demande des kits de redéploiement, en particulier des véhicules 4/4 pour aller sur le travail sur le terrain.

Vu les enjeux des élections prochaines pour les partis politiques, l'opération des audiences foraines ira de rebondissement en rebondissement.

Et en attendant, c'est la population qui continuera de souffrir des rackets et autres brimades dans l'indifférence totale de ces politiciens.

LES PREOCCUPATIONS DE GBAGBO ET CELLES DES GRANDES PUISSANCES.

Lors de la 63^e assemblée de l'ONU, Gbagbo a déclaré que la Côte d'Ivoire est sur la route de la paix et que par conséquent il demande la levée des sanctions qui frappent le pays, en particulier l'embargo sur les armes. Il ne devait pas beaucoup souffrir de cet embargo puisqu'il est connu de tous que des armes entrent en Côte d'Ivoire et que l'un des pourvoyeurs de ce genre d'importation est l'Afrique du Sud.

Gbagbo aurait aussi réclamé que les leaders des milices proches du pouvoir ou des Forces Nouvelles tels que : Blé Goudé, Eugène Djué et Fofié Kouakou ne soient plus sous les sanctions de l'ONU. Voilà donc où se situent les préoccupations de Gbagbo : avoir toujours plus d'armements et rendre encore plus libres ses « petits » qui sont impliqués dans des sales coups à l'égard des populations.

Le chômage est le lot de plusieurs millions de personnes, les hôpitaux sont en état de délabrement avancé, le bitume des routes qui fout le camp, les écoles sont en nombre

insuffisant pendant que les enfants sont entassés et reçoivent une formation au rabais. Les quartiers populaires sont dans une insalubrité totale. Des dizaines de milliers de personnes s'entassent dans des taudis qui n'ont ni eau courante ni électricité. On peut ajouter à ce tableau les tracasseries que font subir les hommes en armes aux populations au nord comme au sud.

Au moment où les prix des denrées de première nécessité grimpent, une large portion de la population est réduite à la famine.

Gbagbo n'ignore pas cette situation car il a des yeux et des oreilles. Les dirigeants de l'ONU quant à eux sont des représentants des grandes puissances, celles-là mêmes qui étranglent tout le continent africain sous le poids des dettes. Mais quand bien même les dirigeants locaux et ceux des grandes puissances s'opposent sur tel ou tel sujet ils retrouvent sur la même longueur d'onde quant à leurs mépris à l'égard de la population laborieuse.

QUAND LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE CHERCHE A DISSIMULER LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT

Le ministre de l'Education nationale était l'invité de la Rédaction du journal Fraternité Matin du 11 octobre dernier. Il répondait aux questions des journalistes sur les différents problèmes auxquels est confronté son ministère.

Tout le long des trois heures d'échanges, l'équipe de ce journal a été plutôt complaisante avec ce monsieur.

Concernant les orientations en 6^{ème}, l'Etat n'a affecté que les élèves de CM2 qui ont eu 110 points ou plus sur 170. Il justifie cela par le manque de places disponibles. Auparavant, pour donner plus de chance aux élèves de CM2, on les affectait dans les établissements privés moyennant une certaine subvention de l'Etat. Ceci a permis aux élèves qui ont plus de 90 points d'avoir une place. Mais du jour au lendemain, sous prétexte que

subventionner le privé lui coûtait cher, le ministre d'alors a décidé d'orienter les élèves dans les établissements publics, laissant sur le carreau des milliers d'élèves par manque de collèges publics (l'Etat ne construit presque plus d'écoles). Les parents, avec leurs maigres moyens sont obligés de se sacrifier pour inscrire leurs enfants dans des écoles privées. Car très souvent, ces derniers sont reçus au certificat d'études élémentaires mais n'ont pas assez de points pour être orientés dans les écoles publiques.

C'est une insulte pour ces parents quand le ministre trouve « paradoxal qu'il y ait à Abidjan plus d'écoles privées que d'écoles publiques ». C'est parce qu'il manque d'écoles publiques alors que les besoins sont très grands. Des écoles privées pour la plupart non reconnues par les pouvoirs publics continuent de se multiplier pour pallier la défaillance de l'Education nationale. C'est une aubaine pour les patrons de ces écoles.

Quant à l'entretien des écoles publiques existantes qui sont pour la plupart dans un état de délabrement plus ou moins avancés ou en ruines, le ministre rejette la responsabilité sur les COGES.

Les COGES sont des Comités de gestion d'établissements scolaires mis en place dans chaque école, collège ou lycée public et qui regroupe les parents d'élèves.

Ces comités devaient permettre aux parents de participer à la vie scolaire en particulier pour le bon déroulement de l'enseignement dans l'établissement.

Mais aujourd'hui, ces COGES qui font cotiser tous les élèves de façon obligatoire sont amenés à réhabiliter dans la possibilité de leurs moyens, les écoles. C'est ainsi que certains font des clôtures, remplacent portes et fenêtres, repeignent l'établissement, construisent des latrines, etc. Le ministre, au lieu de reconnaître la responsabilité de son gouvernement semble accuser les dirigeants du COGES qui paraît-il, achètent des voitures aux inspecteurs pour leur permettre de faire leur tournée d'inspection.

Ces COGES sont une grosse arnaque. Car, non seulement les parents continuent à toujours payer plus de frais pour inscrire leurs enfants, en plus l'Etat passe sous le couvert de cette association pour demander encore plus aux parents.

En parlant des effectifs par classe, le ministre a sous-estimé les chiffres : 70 élèves pour le premier cycle, 60 pour le second cycle et 50 pour le primaire. C'est déjà beaucoup d'élèves pour une bonne formation. Mais malheureusement sur le terrain, c'est pire. On trouve en 6^{ème} près de 100 élèves par classe et encore il y a double vacation. Pour les classes de seconde, près de 80 élèves par classe. Ce qui n'est pas propice à un enseignement sérieux. Même dans le primaire où les élèves sont peu nombreux, on dépasse toujours les 50 par classe.

Quant au manque d'enseignants à tous les niveaux de l'Education, le ministre préfère parler de prétendus professeurs tire au flanc. La vérité, on la connaît : Il n'y a pas assez de profs.

Alors on ne peut s'étonner des mauvais résultats des élèves aux différents examens.

DIFFICILE RENTREE SCOLAIRE POUR LES ENFANTS DES QUARTIERS POPULAIRES

Cette année, plus que les années précédentes, la rentrée scolaire tarde à être effective, officiellement elle a commencé le 17 septembre, mais les écoles sont restées vides. Même les inscriptions et les réinscriptions traînent le pas par faute de moyens des parents.

Dans les écoles, lycées et collèges publics, les classes n'affichent toujours pas complet, même près d'un mois après la date officielle de la rentrée. Le ministre de l'enseignement se targue d'avoir maintenu les frais d'inscription dans les collèges et lycées publics à 5000 Frs. Même si ce montant était respecté dans les différents établissements, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas, il n'est pas évident pour des familles de travailleurs de pouvoir déboursier une telle somme par enfant.

En ce qui concerne les différentes écoles privées des quartiers populaires c'est encore plus dramatique. Les enfants qui doivent y aller, faute de place dans une école publique, sont forcés d'attendre encore. Les chefs de ces établissements ne feront débiter les cours que lorsqu'ils estimeront que l'effectif est rempli, c'est à dire en décembre probablement. C'est donc avec un retard important que les cours reprendront pour beaucoup d'élèves. Mais même cela, ce n'est pas la pire des situations, car nombre d'élèves resteront sur le carreau faute de moyens. Par ailleurs étant donné que cette année le BAC a été

catastrophique, un grand nombre d'élèves des écoles publiques seront renvoyés.

Malgré cela, les tenants du pouvoir ne se sentent pas gênés de nous bassiner de belles phrases sur la gratuité de l'école, sur l'avenir de la jeunesse et d'autres mensonges du même genre. Pour la majorité des gens pauvres, envoyer un enfant même dans une école publique est un luxe aujourd'hui. Les inscriptions, les fournitures scolaires, le transport et autres charges sont difficilement assumés par les parents, surtout s'il y a plusieurs enfants à scolariser comme c'est le cas souvent. Pour les parents qui bénéficient encore d'un prêt scolaire de la part de leur entreprise, non seulement le montant en a été réduit mais en plus c'est avec retard qu'il leur parvient. Pour ceux qui n'ont pas droit au prêt, c'est la course à l'endettement. Pour les parents qui ont perdu leur emploi ou qui n'en ont pas, c'est clair que le problème de la rentrée reste insoluble. De ce fait les enfants en bas âges sont de moins en moins envoyés à l'école ou même ceux qui fréquentent encore les bancs sont contraints à l'abandon. L'analphabétisme continue donc de gagner du terrain.

Tout cela aurait dû préoccuper les dirigeants du pays, mais loin de s'en soucier, ils s'en moquent. Quoi qu'il en soit, leurs enfants, à eux, sont souvent dans les meilleures écoles d'Europe et d'Amérique et c'est sans doute là l'essentiel pour eux.

L E U R S O C I E T E

ELECTION 2008, LES EMPOIGNADES ONT DEJA COMMENCE

La campagne présidentielle a déjà commencé. Déjà, les meetings se multiplient. Des déclarations tapageuses fusent de partout.

Alassane Ouattara, dans ses meetings d'Abobo et d'Anyama, a annoncé qu'il sera le prochain président. Bédié, quant à lui à Dabou, disait que rien ne s'opposerait à son élection en 2008. Côté FPI, c'est Gbagbo ou rien.

Pendant que les uns et les autres sont en train de se tirer sur qui sera le prochain président ou qui ne le sera pas, les travailleurs et les

populations pauvres subissent de plein fouet la flambée des prix. Tous les prix des denrées de première nécessité ne font qu'augmenter. Cela devient de plus en plus insupportable pour ceux qui n'ont qu'un petit pouvoir d'achat.

Mais ça, c'est le dernier des soucis de ceux qui s'accrochent au pouvoir et de ceux qui veulent y parvenir. Pour ces gens là, c'est le poste de Président qui les intéresse, pour bénéficier, eux et leur clique, des avantages que cela confère, avoir accès aux caisses de l'Etat, se servir quand ils le veulent, et c'est tout !

3,2 MILLIARDS POUR REHABILITER LE LYCEE BLAISE PASCAL ET RIEN POUR LES LYCEES PUBLICS DELABRES

3,2 milliards de francs, c'est la somme que l'Etat s'est engagé à déboursier pour réhabiliter le lycée Blaise Pascal situé à la Riviera cocagé lors des événements de novembre 2004. Cet argent que l'Etat a trouvé pour un lycée privé fréquenté très majoritairement par les enfants de la bourgeoisie aurait été plus utile pour financer des travaux dans les établissements publics qui sont dans un état de délabrement avancé. Aujourd'hui dans certains lycées et collèges, les effectifs varient entre 100 et 120 élèves par classe. Ces établissements sont surpeuplés. A cause du manque de places, l'Etat oriente de plus en plus dans les établissements privés où les droits d'inscription sont très élevés. Pendant que les élèves du public paient 5000 francs, ceux du privé paient 30.000 à 35.000 francs. Jusqu'aujourd'hui, certains élèves des privés n'ont pas

encore repris le chemin de l'école parce que leurs parents n'ont encore pas trouvé cette somme. Il faut rappeler que, l'Etat verse aux fondateurs d'écoles privées 120.000 francs chaque année pour chaque élève orienté dans les établissements privés. L'Etat n'investit plus dans l'éducation. Dans les lycées et collèges publics ce sont les enfants des pauvres qui y vont. C'est le même cas dans tous les services publics, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé et de bien autres. Ceux qui gouvernent ne donnent jamais les moyens pour rendre la situation un peu meilleure. Mais pour réhabiliter les lycées et autres établissements privés où partent leurs enfants et ceux des riches, ils n'hésitent pas à décaisser des milliards. Tout ceci illustre bien que l'Etat est là pour le service des riches et non pas des pauvres.

L E U R S O C I E T E

LES PLEURNICHERIES D'UN « PATRIOTE » DECU !

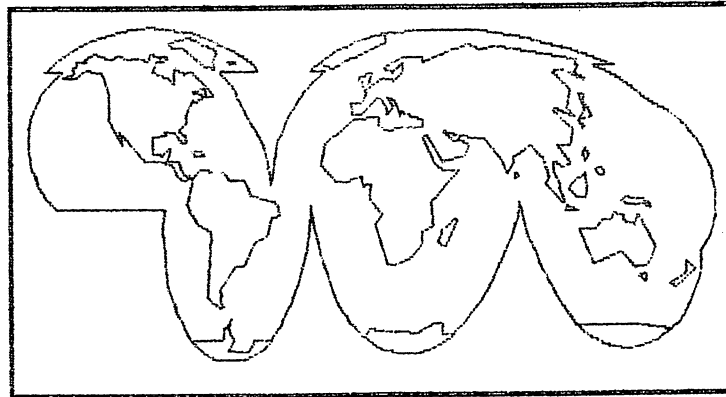
Dans une lettre ouverte adressée au Président de la République, Elie Hallassou, un Libanais membre de la Galaxie Patriotique et président de l'IRP (Ivoiriens pour la République) se plaignait sur le traitement dont il était victime.

Ce « patriote » prétend avoir été licencié de son travail à cause de son soutien à Gbagbo. Il paraît que le président lui aurait promis une entreprise de presse qui n'a pas encore vu le jour. De plus, la présidence se serait engagée à lui

verser une subvention de 5.5 millions par mois à compter de septembre 2006 mais il n'a encore rien perçu ; le montant s'élèverait à 66 millions de FCFA aujourd'hui. Enfin son association devrait recevoir 500 000 f ; elle attend toujours.

Ce grand oublié se dit être victime de la mauvaise foi de certains membres de l'entourage du président. Peut-être que Ghagbo qu'il soutient pensera à lui. Pour le moment, ce n'est pas nous qui allons pleurer sur le sort de ce monsieur. C'est lui qui a choisi de vivre dans un panier à crabes !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

 LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

 CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI PRODUISENT LES RICHESSES
 MAIS ILS VIVENT DANS LA MISERE.

Au cours d'une interview que le président de l'Assemblée Nationale, Mamadou Coulibaly, numéro 2 du FPI, a accordé journal *Fraternité Matin*, il expose les prouesses de « bonne gestion » de son parti au pouvoir depuis sept ans. Citons les chiffres qu'il a lui-même avancés pour prouver la « bonne santé » économique du pays. Il affirme que : « le budget général est passé de 1780,9 milliards en 2000 à 1961 milliards en 2007, le PIB (produit intérieur brut) quant à lui, est passé de 7543 milliards en 2000 à 9917,7 milliards en 2007, et enfin la masse salariale est passée de 454,29 milliards en 2000 à 610 milliards en 2007 ». Tous ces chiffres avancés prouvent peut être que malgré la crise, l'économie ivoirienne se porte bien. Et que des richesses ont été créées. Mais comment cette richesse est partagée ? Parce que jusqu'à preuve du contraire, la qualité de vie des populations ne s'est pas améliorée. Bien au contraire, elle s'est dégradée et elle continue de se dégrader. Les travailleurs qui ont créé cette richesse n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins primaires. Malgré cette bonne santé économique vantée par Mamadou Coulibaly leurs salaires sont restés toujours bloqués. Pendant ce temps, le coût de la vie a considérablement augmenté (plus de 75%). Ils n'arrivent pas à se soigner convenablement. Quand un membre d'une famille ouvrière est malade, vu le peu de moyens qu'elle a pour survivre, elle n'a d'autre choix que de se confier aux "tradipraticiens". Dans les hôpitaux le coût du service et le prix

des médicaments sont hors de portée. Même pour ceux qui réussissent péniblement à se payer les frais de consultation pour bénéficier des soins, ces hôpitaux sont souvent devenus des mouiroirs parce qu'ils sont dans un état de délabrement avancé, où même le minimum d'hygiène fait défaut, sans parler des équipements en piteux états ou inexistant.

C'est cela le quotidien des familles des travailleurs. Chez les propriétaires d'usine et les tenants du pouvoir ce n'est pas la même chose. Leurs richesses augmentent sans cesse et cela se voit dans leurs quartiers. Par exemple on voit des duplex pousser comme des champignons de l'autre côté de la Riviéra. Ces gens riches se permettent de changer de véhicules de luxe comme une paire de lunettes et se payent des voyages fréquents en Europe.

Mais toute cette richesse qu'ils étalent avec arrogance au milieu de l'océan de misère qui les entoure ne tombe pas du ciel. Elle provient de l'exploitation des travailleurs des villes et de leurs frères des campagnes. La grande misère d'un côté et la grande richesse de l'autre ne sont que les deux faces de la même médaille. C'est la réalité du système capitaliste, un système injuste et inhumain que les exploités auront à balayer un jour pour organiser autrement l'économie pour la mettre au service de l'ensemble de la société.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES PRATIQUES ABUSIVES DE LA SOTACI

Cette entreprise métallurgique qui fabrique différentes sortes de matériel en acier telles que les brouettes, les barils, le fer à béton etc... utilise en plus des salariés embauchés en fixe, un contingent important de journaliers essentiellement des manutentionnaires. Pour cela elle a recours à une société de sous-traitance qui se comporte comme un véritable « marchand de viande ». Si les prestations de celle-ci ne la satisfont pas, la SOTACI fait appel à une autre société, concurrente de la précédente.

Les conditions de travail des journaliers que nous sommes, sont très dures. Il s'agit d'un labeur au rendement qui consiste à charger des produits finis dans les camions. Nous travaillons par équipes d'une dizaine de personnes. Il n'y a pour ainsi dire pas d'engin de levage à notre disposition. Le chargement se fait à mains nues et les blessures sont nombreuses sans compter les douleurs au dos, qui sont le lot de tous. La charge de travail est épuisante.

Les conditions de rémunération se font à la tâche. En principe le calcul se fait sur la base de 400F par tonne chargée et par personne. Donc pour une équipe de 10 personnes il faudrait charger 40 tonnes par jour en travaillant six jours par semaine pour espérer gagner le SMIG qui est de 36 000F par mois. Lorsqu'il s'agit de barils par exemple, qui pèsent 22Kg chaque, cela se traduit par un volume

important. Comme il faut qu'ils soient empilés les uns sur les autres jusqu'à une hauteur considérable, les 40 tonnes par jour sont difficilement atteignables. Cela représente un chiffre de 1818 barils par équipe et par jour.

Quoiqu'il en soit, le calcul est fait par la SOTACI et il arrive souvent que certains parmi nous ne touchent que 10 000F pour une quinzaine travaillée ce qui est un salaire très inférieur au salaire de misère qu'est le SMIG. On ne peut pas vivre avec une paye aussi faible. Le chômage est tellement important que les entreprises trouvent toujours quelqu'un, même à ce tarif-là pour faire le travail.

Heureusement que le mécontentement finit par s'exprimer parfois malgré cela. Lorsque les responsables de la SOTACI sont interpellés, ils nous font comprendre que si nous avons des réclamations, nous n'avons qu'à nous adresser à nos patrons qui sont les sous-traitants selon eux. Ces derniers quant à eux, renvoient la balle dans l'autre sens.

Cette forme d'exploitation met les journaliers dans une situation de misère et de précarité permanente. Il y a aujourd'hui des travailleurs qui après 5 à 10 ans de service dans une boîte, sont toujours considérés comme journaliers. Cela est scandaleux, inacceptable et d'ailleurs quelques uns parmi nous prennent de plus en plus conscience que ces pratiques peuvent cesser si nous savons nous unir.

**BURKINA FASSO : IL Y A 20 ANS THOMAS SANKARA TOMBAIT
SOUS LES BALLES DES MILITAIRES**

Le 15 octobre 1987, un groupe de militaires abattait à l'arme automatique le capitaine Thomas Sankara et ses proches conseillers. Quelques heures après la fusillade, un communiqué lu à la radio par un officier annonce le nom de Blaise Compaoré comme nouveau dirigeant du pays.

Sankara et Compaoré avaient eux-mêmes pris le pouvoir quatre ans plus tôt par un coup d'État. Leur régime est à l'origine de quelques changements dans ce pays très pauvre et enclavé. Le nom de Haute Volta fut remplacé par Burkina Faso, le pays des hommes intègres. Sankara lui-même cultivait l'image d'un chef intègre soucieux d'égalité et luttant contre la corruption. Différentes mesures symboliques furent prises : lui-même ainsi que les membres du gouvernement ne devaient plus rouler en voiture Mercedes mais en Renault 5. A juste raison cela a été bien vu par la population de ce pays où l'immense majorité paysanne vivait dans un grand dénuement. Un certain enthousiasme fut suscité chez de nombreux villageois. De nombreux bénévoles ont pris la pelle et la pioche pour essayer de construire quelques retenues d'eau et forages. La plupart d'entre eux n'avaient que leurs deux mains comme seuls outils pour faire ces travaux. D'autres, parmi la jeunesse des villes ont prêté leurs épaules pour déplacer ou acheminer les rails de chemin de fer qui souffraient du manque d'entretien. La politique de Sankara était celle d'un dirigeant nationaliste qui voulait assurer l'autosuffisance alimentaire. « Produisons et consommons burkinabé » était le slogan du régime.

Cette politique contrastait avec celle de la plupart des dirigeants africains tels que Houphouët Boigny, Omar Bongo ou Senghor qui acceptaient d'être sous la coupe de l'ancienne puissance colonisatrice.

Le Burkina Faso ne dispose pas à lui tout seul de la production agricole permettant de nourrir toute sa population. Surtout qu'une partie importante des terres arables de ce pays sahélien est consacré à la culture de rente, celle du coton, orientée vers l'exportation.

Sankara se disait révolutionnaire mais il n'a jamais cherché à étendre sa révolution, à s'adresser aux peuples des autres pays pour qu'ils rejoignent le peuple burkinabé, pour qu'ensemble ils puissent constituer une force plus grande. Pourtant Sankara bénéficiait d'un petit climat de sympathie au sein des populations des pays limitrophes. Au lieu de s'en servir par exemple dans le sens de balayer les frontières héritées du colonialisme, il a au contraire cherché en 1984 à rattacher par la force les villages Mossi à cheval sur la frontière entre le Burkina et le Mali. Cela n'a eu comme résultat que de donner un sursis au régime chancelant de Moussa Traoré qui a réussi à se servir de ce conflit frontalier pour refaire l'unité autour de sa propre personne et gagner quelques années de sursis.

Plus le temps passait et plus le régime de Sankara isolé se trouvait confronté à des difficultés économiques graves. Les sacrifices consentis au début par beaucoup étaient de moins en moins acceptés. La baisse des salaires de fonctionnaires a touché des milieux

larges et provoqué de grandes grèves d'enseignants en 1984.

Le CNR (Conseil National de la Révolution) instance dirigeante du pays, qui associe en son sein des officiers et intellectuels laisse les mains libres aux CDR (Comité de Défense de la Révolution) sorte de milice du régime qui se livre rapidement à des actes de torture et de barbarie.

Lorsque Sankara est tombé le CNR est remplacé par un « front populaire ». La nouvelle équipe conduite par Blaise Compaoré disait vouloir « rectifier » la révolution. Ce régime a tourné le dos à toute la phraséologie « révolutionnaire » ou « anti-impérialiste ». Aujourd'hui il fait partie des meilleurs amis de la France et des grandes puissances.

Pour beaucoup de jeunes en Afrique aujourd'hui Sankara reste une des grandes figures du combat pour la liberté. Par rapport à la majorité des dirigeants africains qui sont de marionnettes corrompues et sanguinaires, « l'anti-impérialisme » des discours de Sankara trouvent un certain écho jusqu'à nos jours. Il n'en demeure pas moins que Sankara représentait une sorte de dictature paternaliste qui prétendait vouloir aider les pauvres mais d'en haut. Un pouvoir démocratique représentant les intérêts des masses pauvres, associant celles-ci à l'exercice du pouvoir et au contrôle de toutes les décisions, cela ne faisait pas partie de l'optique de Sankara. Voilà pourquoi nous disons que son combat était une impasse.

IL Y A 90 ANS LA REVOLUTION RUSSE EBRANLAIT LE MONDE

A la veille de la révolution d'octobre 1917, la Russie était un pays à la fois le plus grand et le plus arriéré d'Europe. Elle était dirigée d'une main de fer par un roi, le Tsar Nicolas II qui était à la tête d'un régime corrompu ne tolérant aucune liberté démocratique. En cette période de guerre mondiale, les villes étaient au bord de la famine faute de ravitaillement.

Dans les campagnes, pendant que les grands propriétaires fonciers laissaient leur terre en friche, l'énorme masse des paysans était privée de tout.

C'est dans ce contexte et après trois ans de guerre mondiale, que les masses populaires sont descendues dans les rues et ont réussi à balayer le régime tsariste en février 1917. Dans le vide créé par la chute du souverain autocratique, un double pouvoir s'était de fait instauré. D'un

côté celui des ouvriers et des paysans organisés dans les soviets (conseils) ; de l'autre celui du Gouvernement Provisoire officiel composé de bourgeois libéraux. Ce gouvernement bénéficiait néanmoins du soutien des soviets au sein desquels différentes organisations réformistes (Socialistes Révolutionnaires et Mencheviks) étaient majoritaires.

Dès son retour d'exil en avril, Lénine le dirigeant du Parti Bolchevik affirmait au contraire que les revendications essentielles des masses résumées dans le slogan « la paix, le pain, la terre, la liberté » ne pourraient être satisfaites que si les travailleurs prenaient en main les destinées de la société. Le Gouvernement Provisoire faisait de grands discours sur la révolution mais il continuait la guerre et maintenait les privilèges des grands propriétaires fonciers et des gros capitalistes.

Plus les jours passaient et plus l'affrontement direct entre les travailleurs d'une part et les classes possédantes de l'autre, paraissait inévitable. Un général réactionnaire Komilov, à la tête de Cosaques, a tenté un putsch au mois d'août pour écraser le processus révolutionnaire, mais ce fut un échec. Les Bolcheviks qui avaient été à la tête de la lutte contre ce coup de force étaient devenus majoritaires dans les soviets qui dès lors s'arrogeaient des prérogatives d'Etat donnant des ordres à l'armée, par l'intermédiaire des soviets des soldats. La Garde Rouge, la milice ouvrière jusque là sans armes, se voyait dotée de munitions livrées par les régiments.

Le 25 octobre 1917 suivant le calendrier alors en vigueur en Russie (le 7 novembre suivant le calendrier occidental), le 2ème congrès des Soviets (le 1er juin) se proclamait au nom du peuple travailleur, le seul pouvoir en Russie. Ce n'était pas une simple proclamation, mais l'acte de naissance par lequel des millions de paysans et d'ouvriers des grandes usines des villes industrielles russes mettaient en place leur propre Etat après avoir renversé le Gouvernement Provisoire.

La révolution d'octobre 1917 est la première et la plus grande révolution ouvrière et paysanne victorieuse de l'histoire. Pour les dirigeants bolcheviques, la révolution en Russie n'était que le début d'une révolution mondiale : il s'agissait d'en finir une bonne fois pour toute avec l'impérialisme et le règne de la bourgeoisie dans le monde entier. C'était pour eux une question de principe et aussi de survie. Très rapidement et en pleine vague révolutionnaire en Europe, la Troisième Internationale fut fondée.

C'est le début de la révolution en Allemagne. Elle est défaite en janvier 1919 à Berlin mais elle éclate en Bavière au mois de mars. Elle éclate aussi en Hongrie et en Finlande où les ouvriers en arme prennent le pouvoir. Ailleurs comme en Italie, on assiste à des mouvements de grève insurrectionnelle.

En l'absence de partis de type bolchevique dans les grands pays capitalistes, cette vague a fini par être brisée et la révolution a fini par être confinée à l'intérieur des frontières russes. Elle est restée isolée dans ce pays sous-développé et misérable.

Au sortir de la guerre mondiale toutes les puissances capitalistes du monde se sont coalisées contre le jeune Etat soviétique, lui ont fait subir un embargo pour l'étrangler économiquement. Elles l'ont aussi assiégé militairement.

A l'intérieur même de l'URSS (elle s'appelait ainsi à partir de 1922) une bureaucratie privilégiée et conservatrice a fini par usurper le pouvoir des soviets.

Malgré cela la Révolution Russe fut à l'origine de transformations sociales très importantes. Elle a réussi à débarrasser la vieille Russie non seulement du Tsar, mais surtout de la noblesse, une classe de propriétaires fonciers qui vivait sur le dos des paysans comme au Moyen Age. Elle enleva à la bourgeoisie la propriété des usines et la direction de l'économie. D'un pays économiquement arriéré, l'URSS devint une grande puissance industrielle.

La bourgeoisie a tremblé devant le spectre du communisme. Elle savait par exemple que les

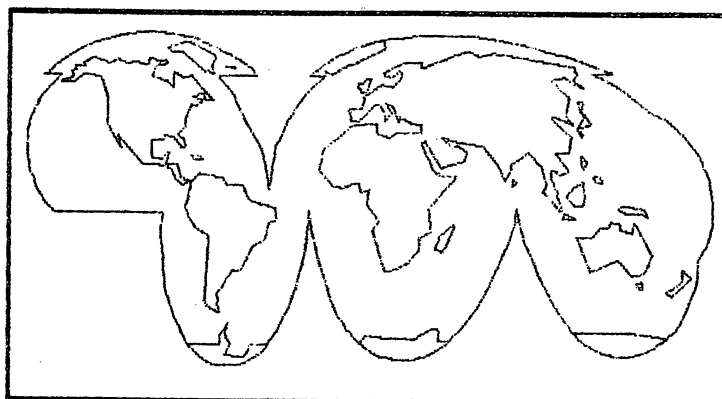
révolutionnaires russes proclamaient la libération de tous les peuples coloniaux. Si la révolution s'étendait à cette Europe impérialiste qui imposait le joug colonial à la moitié de la terre, les bourgeoisies d'Europe savaient qu'elles ne pourraient pas faire face.

Aujourd'hui l'URSS n'est plus. Avec l'ouverture au marché international, les puissances impérialistes se livrent à un dépeçage systématique des richesses de ce vaste pays avec la complicité intéressée des bureaucrates qui le dirigent. Le système capitaliste qu'ils sont en train d'intégrer permet à certains d'entre eux de s'enrichir de façon légale. Ils se traduisent surtout par l'approfondissement du fossé entre les privilégiés et le restant de la population. Le règne de la bourgeoisie

conduit le monde vers la barbarie à commencer par les pays sous-développés qui sont étranglés par le poids de la dette et ont plongé dans la misère et la famine. Des bandes armées se constituent pour vivre sur le dos des populations. La barbarie monte aussi dans le monde occidental avec le développement de la drogue et de la criminalité.

Alors il est nécessaire que les travailleurs du monde entier renouent avec les traditions communistes de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 et se donnent les moyens de prendre le pouvoir pour bâtir un monde fraternel et gérer l'économie de la planète dans le sens des intérêts de toute l'humanité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.